

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Quels modèles de développement économique pour un territoire acteur de la transition énergétique ? 27/03/2013 Rennes 35200 Rennes Métropole b.catherine@agglo-rennesmetropole.fr
Les acteurs présents nombre participants	Le public était composé des catégories suivantes : collectivités locales (élus, administration) : 44 personnes acteurs économiques : 43 personnes particuliers : 37 personnes acteurs publics (dont agents de l'Etat) et parapublics : 25 personnes associations : 10 personnes enseignement supérieur : 6 personnes 165
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Le besoin de cohérence / La communication / La production locale d'énergie renouvelable / Le financement Quels modèles de développement économique pour un territoire acteur de la transition énergétique ? Cette rencontre, organisée par Rennes Métropole en collaboration avec le Codespar (Conseil de développement du Pays de Rennes), vise à ouvrir le débat sur les possibilités de modèles de développement économique pour un territoire acteur de la transition énergétique. La rencontre s'articulera autour d'une intervention de M. Gérard Magnin (délégué général de l'association Energy-Cities), et d'une séquence où quelques acteurs locaux évoqueront des actions mises en œuvre, leurs difficultés et des propositions. La rencontre fera une large place à l'expression des personnes présentes.
Les points de consensus et les motifs	La transition énergétique a été considérée comme une démarche forcément collective, qui nécessite une cohérence globale (en matière d'investissements d'infrastructures, de modèle de développement économique, d'organisation politique, de la fiscalité). Ce projet collectif repose sur une appropriation partagée et une évolution des comportements. Il suppose de faire émerger un projet collectif mobilisateur pour la société, de donner une vision positive (mieux vivre) et de communiquer en évitant les injonctions fatalistes et les messages de privation, notamment en direction des plus pauvres. La production locale d'énergie renouvelable est perçue comme un levier important pour créer emploi et richesse locale mais qui nécessite une décentralisation politique. Le besoin de financement de la transition énergétique a été souligné. Plusieurs pistes ont été évoquées : la taxation des énergies de stock (fossiles, nucléaire), et de l'espace (contre l'étalement urbain), en lien avec une moindre taxation du travail.
Les points de dissensus et les motifs	Sur la proposition d'un texte de loi pour imposer aux activités socio-culturelles de mettre en place du covoiturage, il y a eu opposition sur le moyen à mettre en œuvre. Faut-il privilégier un cadre réglementaire ou la responsabilisation de chacun ?

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Café-débat "Performance énergétique de l'habitat : fausses bonnes idées et vraies solutions" 29/03/2013 Pluvigner 56330 Agence locale de l'énergie de Bretagne sud (ALOEN) marielaurelamy@aloen.fr
Les acteurs présents nombre participants	Associations : ALOEN, Vivre au Pays de Pluvigner, Approche Eco-Habitat / Collectivités territoriales (conseiller municipal, conseiller général) / Particuliers 30
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Systèmes constructifs - Label « Passiv Haus » - Isolation thermique (intérieure et extérieure) - Systèmes de chauffage - Réglementation Thermique 2012 - Energie grise des matériaux - Diagnostic de performance énergétique - Les arnaques : démarchage abusif, etc. Ce café débat est ouvert à tous pour échanger et débattre autour de la thématique « performance énergétique de l'habitat : fausses bonnes idées et vraies solutions ». Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.
Les points de consensus et les motifs	La maison passive est un type de bâtiment nécessitant une faible consommation énergétique, concept créé par l'Institut Passiv Haus qui définit une norme énergétique et un niveau d'isolation à atteindre correspondant à un besoin de chauffage inférieur à 15 kWh/m ² /an. La RT 2012 s'appuie sur le référentiel du BBC pour définir les exigences de conception de bâtiment neuf à usage d'habitation (50kWh/m ² .an maximum de consommation). La conception bioclimatique est valorisée autour du chauffage, de l'éclairage, de la ventilation, de la production d'eau chaude sanitaire et la climatisation. Performance de l'isolation thermique et efficacité de l'étanchéité à l'air sont des points centraux pour atteindre les exigences réglementaires. Il faut aussi prendre en compte les caractéristiques du terrain de construction, l'implantation du bâtiment, l'organisation intérieure du bâtiment. L'étanchéité à l'air est la capacité d'un matériau à laisser passer l'air. Dans une maison très étanche à l'air, le renouvellement d'air n'est plus suffisant, et en plus des problèmes de condensation, la qualité de l'air intérieur est dégradée. Les différents polluants sont en quantité plus élevée. Une excellente isolation, une étanchéité à l'air bien soignée et une ventilation adaptée sont les conditions incontournables à réunir pour une habitation énergétiquement performante et agréable à vivre. L'effet rebond : Quand économiser l'énergie nous fait consommer plus... Quand le progrès technique permet une meilleure performance énergétique, une partie des économies réalisées sont immédiatement annihilées. Lorsqu'un ménage rénove son logement, son isolation et son système de chauffage, sa facture énergétique, normalement, diminue sensiblement. Alors la tentation est grande de monter un peu le thermomètre, de chauffer de nouvelles pièces, ou de multiplier les éclairages ou les appareils branchés sur l'électricité. Démarchage abusif : De nombreux opérateurs se sont lancés dans le domaine des économies d'énergie et des pratiques commerciales agressives apparaissent, comme le démarchage abusif (appels téléphoniques répétitifs, visites à domicile, offres commerciales trompeuses, souvent accompagnées de conditions financières pénalisantes), nuisant ainsi à l'image des professionnels de l'isolation et des énergies renouvelables. Ceux-ci sont pour la plupart des commerciaux avec une faible connaissance dans le domaine, et suivent des logiques de ventes et de profits.
Les points de dissensus et les motifs	La pompe à chaleur (PAC) est le seul appareil capable de restituer plus d'énergie qu'il en consomme. On parle de coefficient de performance pour mesurer la performance d'une pompe à chaleur. Il y a deux grandes familles de PAC : les pompes aérothermiques (de type : air/eau, air/air - où le premier membre constitue le "réservoir" gratuit de chaleur; le deuxième est le vecteur de restitution) et les pompes géothermiques (de type : eau/eau, sol/sol, sol/eau). Les premières puisent les calories (gratuites et renouvelables) dans l'air et les secondes dans l'eau ou le sol. Ces calories sont ensuite transférées, grâce à un circuit frigorifique constitué de deux échangeurs et d'un compresseur, à un circuit de chauffage. De plus, lorsqu'il est réversible, il fournit de la fraîcheur durant les périodes chaudes. Sans entrer dans les détails, on peut dire que les pompes géothermiques sont plus performantes mais plus chères (à l'installation) que les pompes aérothermiques. Mais le réseau électrique breton est défavorable à la PAC, qui est un système de chauffage électrique. La production de chaleur pour le chauffage correspond à une demande saisonnière. Or la variabilité de cette demande ne permet pas de gérer la typicité du réseau. Le chauffage au bois dispose d'avantages non négligeables: énergie renouvelable, abondante et disponible localement. Elle est neutre au regard de l'effet de serre : en brûlant, le bois émet le CO ₂ qu'il avait fixé lors de sa croissance. Le choix de l'équipement dépend des besoins (chauffage de base ou appoint), de la surface à chauffer et du budget : inserts, poêles ou chaudières, il y en a pour tous les cas. En ce qui concerne, par exemple la chaudière à bois, il est à regretter l'absence de contrôle d'installation de tels systèmes en France. En effet, un tel équipement peut s'avérer dangereux s'il est mal installé ou mal utilisé (conduit de fumées, intégration de l'insert, surdimensionnement de l'appareil, entretien inexistant, etc). En Allemagne et en Suisse, il existe des ramoneurs certifiés... Discussion sur les matériaux à utiliser pour construire (bois, brique, agglos de bétons, béton cellulaire...)et leurs avantages et défauts. Pour atteindre la performance réglementaire attendue, il a été démontré qu'il est nécessaire d'isoler en complément du matériau porteur, quelle que soit la technique employée. De nombreux échanges sur la ventilation également et les moyens de ventiler convenablement sans trop de pertes thermiques.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Conférence RT2012 29/03/2013 Pleurtuit 35730 Espace Info Energie du pays de Saint-Malo paysdesaintmalo-infoenergie@orange.fr
Les acteurs présents nombre participants	?
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Conférence pour informer les particuliers des nouveautés liées à la nouvelle réglementation thermique 2012. Quels sont les nouveaux objectifs à atteindre, quelles solutions pour les atteindre, quels coûts, quelles spécificités techniques ?
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

<p>Débat</p> <p>date lieu organisateur contact organisateur</p>	<p>Visites sur la thématique "énergies renouvelables"</p> <p>29/03/2013 Fougères 35300 Pays de Fougères frederic.marchand@pays-fougeres.org</p>
<p>Les acteurs présents</p> <p>nombre participants</p>	<p>15</p>
<p>Les thématiques traitées</p> <p>descriptif</p> <p>questions DNTE</p>	<p>Visites de lieux où le bois énergie et le solaire sont utilisés ; matériaux biosourcés et respectueux du patrimoine bâti seront également mis à l'honneur.</p> <p>1) un établissement situé à St Brice en Coglès, équipé d'une chaudière à bois plaquettes de 500 kW pour le chauffage et de 60 m² de capteurs solaires thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire.</p> <p>2) un bâtiment public situé à Billé et équipé d'une chaudière à bois granulés de 100 kW.</p> <p>Ces visites sont ouvertes uniquement aux élus et techniciens des collectivités ainsi qu'aux professionnels du bâtiment.</p>
<p>Les points de consensus et les motifs</p>	
<p>Les points de dissensus et les motifs</p>	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Quimper et Quimper Communauté, l'engagement d'un territoire pour la transition énergétique 02/04/2013 Quimper 29000 Quimper Communauté jocelyne.lhyver@mairie-quimper.fr
Les acteurs présents nombre participants	12
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Lors de la 14ème édition des Assises nationales de l'énergie à Grenoble, le 31 janvier 2013, Quimper Communauté et la ville de Quimper ont reçu le label européen Cit'ergie, reconnaissance de l'engagement de nos collectivités pour des politiques énergétiques et climatiques vertueuses. Cette labellisation vient récompenser le travail réalisé au cours de l'élaboration du Plan Climat Energie de notre territoire. Cette réunion permettra de présenter aux élus et aux habitants les différentes actions définies nous permettant de continuer d'améliorer notre politique énergie durable mais aussi l'actualité énergie climat de Quimper Communauté, des témoignages, les événements à venir, etc.
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Construire notre avenir sans pétrole 02/04/2013 Lorient 56100 Agence locale de l'énergie de Bretagne sud (ALOEN) marielaurelamy@aloen.fr
Les acteurs présents nombre participants	Associations : ALOEN, Vivre au Pays de Pluvigner Université UBS / Collectivités : Lorient Agglomération, Ville de Lorient / Elus : Vice-président de Lorient Agglomération, conseillère régionale de Bretagne / Particuliers / Etudiants 50
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Contexte énergétique français. L'ère pétrolière : les découvertes et le pic, le gisement, les réserves, la capacité de production, le futur de la production. Les alternatives : énergie nette, limite physique à l'exploitation énergétique, autres ressources. État des lieux de notre dépendance à l'énergie : ordres de grandeur, esclave énergétique. Quel avenir sans pétrole ? Résilience, rôle des citoyens, des collectivités et de l'état, pistes pour se préparer Cette conférence-débat sera animée par Benoît Thévard, Ingénieur Conseil en Energie et Résilience des territoires. Celui-ci fera un état des lieux de la situation énergétique puis échangera avec le public sur les voies et les pistes de réflexion pour une préparation sereine de la « transition énergétique ». Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
Les points de consensus et les motifs	Nécessité de changer de modèle énergétique : Les risques de plus en plus préoccupants que le modèle énergétique actuel fait courir à l'économie mondiale et à l'environnement global ne sont pas assez alarmants pour faire émerger une prise de conscience chez tous les citoyens. Ces derniers attendent trop des décideurs, qui malheureusement ne peuvent s'emparer totalement du problème en raison de la prise de risque trop importante. Le changement doit venir de chaque citoyen. L'unanimité doit être faite sur la nécessité de changer de modèle et d'amorcer immédiatement une transition énergétique vers un nouveau modèle plus durable, plus respectueux de l'équilibre écologique planétaire et de l'acuité entre les différentes régions du monde. Ce nouveau modèle doit reposer sur la sobriété, l'efficacité, et doit être accessible à tous. Obsolescence programmée des appareils : Certains produits sont prévus pour ne plus fonctionner après un certain temps d'utilisation pour forcer le consommateur à les remplacer. Cette technique est particulièrement utilisée par les constructeurs d'appareils électroménagers et électroniques. Il a été proposé au sein de l'assemblée de louer ces appareils, plutôt que de les acheter et de les jeter en fin de vie. Un représentant de l'agglomération de Lorient a indiqué par ailleurs qu'une recyclerie de ces appareils était en projet sur le territoire. Les centrales nucléaires : Selon des critères purement physiques, il semble que l'énergie nucléaire soit actuellement la seule énergie capable, en ordre de grandeur, de limiter la baisse de disponibilité énergétique de l'après pic pétrolier. Toutefois, elle reste une énergie dangereuse (réactivité aux incidents et accidents, gestion de l'urgence, gestion probabiliste des installations, etc.) C'est la seule énergie qu'il est impossible d'arrêter du jour au lendemain, il faut en permanence de l'alimentation pour refroidir la centrale après son démantèlement.
Les points de dissensus et les motifs	Innovation technologique : Pour que la transition énergétique ait lieu, certains ont préconisé le développement conjoint d'innovations technologiques et de nouveaux systèmes de production énergétique qui doivent permettre de sortir des systèmes nucléaires trop coûteux, dangereux et producteurs de déchets dont on ne sait toujours pas quoi faire. D'autres ont en revanche insisté sur le fait de ne pas développer de nouvelles technologies mais plutôt de se servir de l'existant et de renforcer la sensibilisation. Sensibilisation des citoyens : Les actions militantes visant la sensibilisation et l'information n'ont pas fait l'unanimité au sein de l'assemblée. Certains jugent ces actions comme nécessaires et prioritaires, alors que d'autres indiquent qu'elles ne sont pas suffisantes pour changer les mentalités. Faut-il chercher à remplacer le pétrole ? Malheureusement, il n'existe pas de technologie miracle qui pourrait nous sortir de notre dépendance énergétique. Chaque technologie est dotée de qualités et de défauts et tous les territoires ne possèdent pas les mêmes ressources énergétiques disponibles. De manière évidente, l'augmentation continue de notre consommation d'énergie induit inéluctablement une pression croissante sur notre environnement. L'Homme, parmi toutes les espèces, est celle qui prédomine dans la mesure où, par son intelligence, il a su exploiter mieux que les autres les richesses naturelles disponibles. Malheureusement, cette exploitation des ressources en excès cause notre fragilité et notre vulnérabilité. Donc, si une énergie équivalente est trouvée en remplacement de l'or noir, nous pourrions en conséquence accentuer ce déséquilibre et continuer de consommer toujours plus... Finalement, ne faudrait-il pas voir comme une chance le fait qu'aucune solution technologique ne nous permette de fonctionner comme nous le faisons ? En effet, la décroissance du pétrole nous force à faire avec ce dont nous disposons localement. Il ne nous est plus possible dorénavant de continuer à vivre de la même façon et nous devons repenser notre façon de consommer en réorganisant localement nos besoins en fonction de nos ressources. Néanmoins, il faut ajouter à cela la mise en place d'une politique publique plus forte : par exemple fixer des contraintes fiscales supplémentaires (tarification de l'énergie) mais en contre-partie proposer des alternatives à la population et lui permettre d'avoir plus d'autonomie pour trouver des solutions locales.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Transition énergétique : un nouvel essor citoyen 03/04/2013 Quimper 29000 Quimper Communauté jocelyne.lhyver@mairie-quimper.fr
Les acteurs présents nombre participants	20
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Conférence-débat. L'énergie est le secteur qui vient au premier plan quand on aborde les politiques de développement durable. Un point fondamental est celui de l'articulation entre les deux raretés qui structurent ce secteur (rareté liée au caractère fossile de certains combustibles, rareté liée à la composition de l'atmosphère, déterminante pour le climat). Trois piliers sont essentiels à la réussite de la transition : un renforcement des efforts de maîtrise de l'énergie, l'introduction d'un coût à payer pour les émissions de gaz à effet de serre et le développement des technologies de production d'énergie sans CO2.
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Atelier-débat sur les économies d'énergie à la maison 03/04/2013 Lorient 56100 Agence locale de l'énergie de Bretagne sud (ALOEN) marielaurelamy@aloen.fr
Les acteurs présents nombre participants	80
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Les gestes au quotidien pour économiser l'énergie. Atelier-débat co-organisé par la Confédération Syndicale des Familles de Lorient et ALOEN.
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Visites des unités de valorisation thermique et énergétique des déchets et effluents 04/04/2013 Quimper 29000 Quimper Communauté jocelyne.lhyver@mairie-quimper.fr
Les acteurs présents nombre participants	12
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Le Sidépaq et Quimper Communauté ont su s'impliquer très en amont pour valoriser les déchets et effluents du territoire : avec un traitement annuel de 58 000 tonnes de déchets, l'unité de valorisation énergétique des déchets (UVED) de Briec valorise désormais, sous forme de vapeur, la chaleur jusqu'ici perdue des fours, en chauffant des serres. De même, à la station d'épuration du Corniguel, en choisissant le principe de la cogénération, plus de 60% du biogaz émis est valorisé sous forme de chaleur et d'électricité.
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Ateliers scolaires : animations et expositions interactives sur la transition énergétique 04/04/2013 Quimper 29000 Quimper Communauté jocelyne.lhyver@mairie-quimper.fr
Les acteurs présents nombre participants	100
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Les 4 et 5 avril, l'association « Les petits débrouillards de Bretagne », proposera des animations pédagogiques en direction des publics scolaires, en s'appuyant sur l'exposition interactive « En tête-à-tête avec la Terre ». Le thème et les activités seront proposés via une approche sociale et quotidienne qui se veut ludique et participative. Les ateliers aborderont les questions du climat et du changement climatique, ainsi que celle des énergies marines renouvelables autour de l'animation « EMergie ».
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Soirée débat sur l'énergie "info ou intox ?" 04/04/2013 Lamballe 22400 Lamballe Communauté knicolas@lamballe-communaute.fr
Les acteurs présents nombre participants	JL Barbo (vice-président de Lamballe Communauté en charge du Développement Durable), Roger Rouille (vice-président du Pays de Saint-Brieuc en charge de l'Energie), Thomas Laporte (directeur de l'ALE du Pays de Saint-Brieuc), Marc Théry (polytechnicien et Supélec, consultant en autonomie énergétique auprès des collectivités et des entreprises, très impliqué dans le Pays du Mené) + grand public 40
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Coût de production et prix de vente de l'électricité. Notion de parité réseau et fluctuation du prix de l'électricité. Énergies renouvelables : rentabilité éolien et solaire, durée de vie. Question de l'intermittence : les techniques de stockage disponible. La maîtrise de l'énergie : au niveau du logement et du comportement L'idée est de réfléchir ensemble à ce qu'on connaît sur l'énergie, aux questions que l'on se pose et aux actions que l'on peut mener à titre individuel ou de façon collective. L'idée de ce débat est issue du comité de partenaires qui accompagnent la démarche Agenda 21 portée par Lamballe Communauté. Une première série de "info ou intox" va être proposée en amont du débat et nous invitons, par voie de presse et internet, les habitants à voter pour les propositions dont ils souhaitent débattre et à en proposer de nouvelles. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
Les points de consensus et les motifs	Conscience de l'enjeu de la transition énergétique - rénovation thermique des logements : nécessité d'un conseil neutre et indépendant, rôle de l'ALE
Les points de dissensus et les motifs	Grâce à la parité réseau, intérêt de chacun de produire et consommer son énergie - question des pertes lors du transport : il est préférable de produire l'énergie avec du solaire ou de l'éolien là où il y a un fort potentiel puis la transporter vers les besoins ou alors il est plus efficace de produire le plus près possible des besoins ? pertinence de l'éolien offshore au vu des coûts de production attendus - les particuliers ont du mal à s'intéresser à la question du choix sur le mix énergétique car ils n'ont pas de pouvoir de décision, ils étaient plus demandeurs d'informations pour limiter leur consommation

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Atelier-Débat sur les économies d'énergie à la maison 04/04/2013 Lorient 56100 Agence locale de l'énergie de Bretagne sud (ALOEN) marielaurelamy@aloen.fr
Les acteurs présents nombre participants	80
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Les gestes au quotidien pour économiser l'énergie. Atelier-débat co-organisé par la Confédération Syndicale des Familles de Lorient et ALOEN.
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Conjuguons les énergies locales 04/04/2013 Domloup 35410 Commune de Domloup p.desnos@trame.org
Les acteurs présents nombre participants	Animée par Philippe Desnos (association TRAME, centre de ressources de développement agricole), avec la présence de Dominique Ramard (vice-président du Conseil Régional, en charge des questions d'énergie), André Lelièvre (maire de Domloup), Nathalie Lourdel (cabinet "Autrement", qui a déjà accompagné la communauté de communes de Châteaugiron dans le cadre de la mise en place de l'Agenda 21), Jean-Marc Deshommes (président du GEDA, groupement d'agriculteurs du canton de Châteaugiron), Sébastien Huet (ADEME) et Gilles Guillomon (agriculteur de Domloup, ancien membre de la commission Energie de la chambre d'agriculture d'Ille et Vilaine). 65
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Présenter un travail d'estimation du potentiel énergétique du territoire réalisé par les agriculteurs, les entrepreneurs, des habitants et la collectivité locale elle-même. Echanger avec le public sur les enjeux de la transition énergétique sur le territoire. Explorer avec le public les solutions à mettre en oeuvre. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
Les points de consensus et les motifs	Le potentiel énergétique du territoire : - agriculteurs (fumier, lisier, toitures, etc.) > le potentiel valorisable est estimé entre 5 et 6 millions de Kwh ; une des limites importantes est liée à l'équilibre économique de la valorisation. - entreprises (toitures/parking, déchets alimentaires, etc.) > le point important pour concrétiser la mise en œuvre de ce potentiel est l'aspect économique ; les entreprises n'investiront que s'il y a un retour sur investissement ; une piste de développement possible concerne les surfaces de parking (industriels envisagent la pose d'ombrières avec panneaux solaires et récupérateurs d'eau de pluie) ; concernant les mélaminés, les entreprises de la filière sont prêts à financer une étude pour estimer la faisabilité d'une valorisation. - habitants > pour les toitures, la limite est liée au coût de l'investissement. - collectivités (taille bois/élagage, tonte pelouses, etc.) Programme "Conjuguons nos énergies locales" > on ne peut porter un projet seul. Il faut mettre en place un partenariat entre les collectivités, les acteurs économiques, les agriculteurs et les habitants
Les points de dissensus et les motifs	Valoriser la biomasse : inquiétude exprimée sur la déforestation pour alimenter le chauffage (ne faut-il pas regrouper les équipements collectifs ?) Comment développer la méthanisation, sur quel territoire, quel va être le ressenti de la population ? Le potentiel recensé sur le territoire provoque de l'enthousiasme, mais il y a des freins (montant des investissements à faire pour la collectivité, risque de conflit d'usage entre les ressources, etc.). Par rapport aux surfaces agricoles et à la production d'énergie, n'y a-t-il pas un risque que celle-ci se développe au détriment de la production alimentaire ? Rapprocher les lieux de production et de consommation (développer les circuits courts) . . Plusieurs suggestions sont évoquées par la salle : - Pour les aménageurs, orienter les maisons pour moins consommer d'énergie, maisons BBC - La méthanisation, parce qu'il y aura toujours des déchets à valoriser - Limiter le prix des terrains à bâtir pour pouvoir développer des énergies alternatives - Faire de l'investissement sur 10 ans

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Conférence sur la Transition énergétique 05/04/2013 Vern sur Seiche 35770 Mairie de Vern sur Seiche yann.robin@ville-vern-sur-seiche.fr
Les acteurs présents nombre participants	7 élus / 2 citoyens / 1 responsable des services techniques de la ville 10
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Le contexte et les enjeux de la transition énergétique - présentation de projets d'énergies renouvelables citoyens 1- Présentation du contexte et des enjeux de la transition énergétique par Daniel Guillotin (Directeur de l'ALEC) 2- Présentation d'initiatives locales : projet d'installation de centrales solaires photovoltaïques sur les toitures des 3 écoles publiques de Bruz (animée par M.Janssens) ; présentation de projets d'énergies renouvelables citoyens par L.Fleury (animatrice du Réseau TARANIS) 3- Débat portant sur "Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?" Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ? Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?
Les points de consensus et les motifs	L'intérêt du mode de financement citoyen des énergies renouvelables: permet à tous les citoyens, se sentant concernés, d'investir dans les énergies renouvelables, même s'ils n'ont pas les moyens d'investir pour eux même - le coût pour les collectivités locales: peu d'aides accordées aux collectivités pour investir dans les énergies renouvelables - prise de conscience de l'importance de modifier notre modèle énergétique compte tenu de la disparition des énergies fossiles et de notre dépendance par rapport aux pays producteurs, notamment de pétrole
Les points de dissensus et les motifs	Le démantèlement des panneaux photovoltaïques: idée reçue que leur recyclage n'est pas prévu

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Ateliers sur la boucle énergétique de l'agglomération de Lorient 12/04/2013 Lorient 56100 Agence locale de l'énergie de Bretagne sud (ALOEN) marielaurelamy@aloen.fr
Les acteurs présents nombre participants	Associations, université (UBS), collectivités, entreprises, bailleurs sociaux, élus, particuliers, étudiants 80
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Consommation d'énergie / Bâtiments / Technologies / Efficacité énergétique industrielle Dans le cadre de l'appel à projet de la Région Bretagne pour la constitution de boucles énergétiques locales, des ateliers participatifs sont proposés à l'ensemble des acteurs impliqués dans le domaine de l'énergie afin d'échanger leurs idées et de développer leurs projets pour permettre d'engager la transition énergétique sur le territoire de l'agglomération de Lorient (particuliers, associations, industriels, laboratoires de recherche, collectivités, institutions, artisans, commerçants, etc). 4 thèmes sont proposés : consommateurs d'énergie, bâtiment, technologies et efficacité énergétique industrielle. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
Les points de consensus et les motifs	Afin de résorber le déséquilibre structurel entre sa production et sa consommation d'énergie, la région Bretagne se mobilise depuis quelques années pour promouvoir la maîtrise de l'énergie, la valorisation des sources d'énergies renouvelables et l'optimisation de l'adéquation consommation/production. Le concept relatif à la boucle énergétique locale vise à réduire la consommation énergétique du territoire, tout en relocalisant la production. Plusieurs actions ont ainsi émergé du groupe de travail éclaté en 4 ateliers thématiques : consommateurs d'énergie, technologies, bâtiments, efficacité énergétique. De cette réflexion est apparu le besoin unanime d'un état des lieux chiffré pour chaque thématique abordée : la création d'un observatoire a ainsi été demandée par plusieurs sous-groupes afin de connaître les consommations et les acteurs du territoire.
Les points de dissensus et les motifs	Tous les participants à ces ateliers partageaient le même objectif : trouver des solutions pour réduire le déséquilibre entre la production et la consommation d'énergie.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Transition énergétique, en route vers un territoire à énergie positive 17/04/2013 Fougères 35300 Pays de Fougères frederic.marchand@pays-fougeres.org
Les acteurs présents nombre participants	Ont assisté à cette conférence : - des élus - des artisans - des associations environnementales - des gestionnaires de réseaux - des agriculteurs - des particuliers 90
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Les actions mises en place par le Mené pour devenir un territoire autonome en 2030. La mobilisation de l'épargne solidaire locale. La nécessité de programmes de maîtrise de l'énergie d'ampleur malgré le contexte actuel. Les enjeux du réchauffement climatique. La création d'emplois non délocalisables Dans le cadre du PCET, soirée intitulée « Transition Energétique ; En route vers un territoire à énergie positive » avec M. Pierre RADANNE (ancien président de l'ADEME et expert en politique énergétique) et M. Jacky AIGNEL (vice-président en charge de l'environnement à la communauté de communes du Mené). Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
Les points de consensus et les motifs	Les points de consensus de cette soirée sont les suivants : - le coût de l'énergie va augmenter et générer de plus en plus de problème pour les particuliers (précarité énergétique) mais également pour les industriels, les agriculteurs - une des réponses à la crise actuelle est le développement d'activités non délocalisables liées à la rénovation énergétique et aux énergies renouvelables - notre territoire est en capacité de travailler à la transition énergétique de la même manière que le territoire du Mené
Les points de dissensus et les motifs	Finalement, peu de contradictions ont été formulées et l'assemblée a été plutôt d'accord avec les présentations des deux intervenants.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Potentiel énergie renouvelable sur le Pays de Pontivy 19/04/2013 Baud 56150 Espace Info Energie infoenergie@pays-pontivy.fr
Les acteurs présents nombre participants	?
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Vers un schéma des énergies renouvelables pour le Pays de Pontivy – Présentation par le Cabinet INDDIGO. Restitution du diagnostic sur l'état des lieux des ressources et du potentiel en énergie renouvelables sur le territoire suivi d'un échange avec la salle.
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	La transition énergétique : une opportunité pour notre territoire 19/04/2013 Vitré 35500 Vitré Tuvalu vitre.tuvalu@free.fr
Les acteurs présents nombre participants	Des élus (mairie de Vitré), des chefs d'entreprises, des représentants d'associations d'environnement, quelques citoyens (peu nombreux), les médias. 30
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	La réduction des énergies fossiles et leurs effets sur le climat. La difficulté à faire évoluer notre modèle économique très lié aux énergies fossiles, notamment dans le transport. L'opportunité des territoires ruraux pour produire localement des énergies renouvelables. Avec toutefois un manque de culture commune "énergie", notamment chez les décideurs. La recherche de réduction de notre dépendance énergétique, dans un contexte de dérèglement climatique, nous invite à changer notre regard et à co-construire ensemble de nouvelles façons de produire et d'utiliser l'énergie : c'est la transition énergétique. Au travers du témoignage de Guillaume Porcher (Green E-Motion), les habitants sont invités à partager sur notre nécessité à changer nos pratiques actuelles, pour intégrer des pratiques de sobriété, d'efficacité et de production d'énergies renouvelables. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.
Les points de consensus et les motifs	Consensus sur l'important défi à relever et la nécessité de le faire rapidement. Sur les potentialités de notre territoire (forêts, méthanisation, éolien).
Les points de dissensus et les motifs	Dissensus sur les capacités des "petits élus" ruraux à anticiper et accompagner cette politique complexe, d'envergure nationale (la faible participation en étant la preuve). Sur la capacité des entreprises à s'adapter (nombreuses entreprises de transport logistique sur le territoire, artisans du bâtiment à faire évoluer dans leurs pratiques, etc.) et sur le rôle des associations (souvent écartées des décisions et souvent perçues comme "empêcheurs de tourner en rond").

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Vers une transition énergétique : quelles énergies pour demain et pour tous... et sur le Pays de Dinan? 19/04/2013 Léhon 22100 Mairie de Léhon lehon.cite.durable@gmail.com
Les acteurs présents nombre participants	Bruno REBELLE (vision globale) ; Mickaël CHEVALIER (Vice-Président du Syndicat Mixte du Pays de Dinan en charge du développement durable) ; Jérémy DAUPHIN (Co-gérant de la SCIC EnR Pays de Rance, structure du réseau FR CIVAM et partenaire du projet européen ENESCOM "3X20 pour 2020") ; Didier GUITTON (Président du Club des Entreprises) 150
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Utilisation des énergies dans le quotidien ; le coût des énergies ; la dépendance aux énergies fossiles ; enjeux de la transition énergétique ; trajectoires 2050 et facteur 4 ; solutions (habiter, se déplacer, consommer de façon économe) ; la transition en cours : exemples concrets en France et dans les Côtes d'Armor (Conseil en Développement du Pays de Dinan, Club des Entreprises du Pays de Rance, SCIC Energie renouvelable du Pays de Rance) Raisons et leviers de la transition énergétique seront débattus au regard de témoignages de membres actifs du Pays de Dinan (Conseil en développement du Pays de Dinan, Cercle des entrepreneurs, coordinateurs du projets ENESCOM...). Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ? Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ? Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?
Les points de consensus et les motifs	Il y a eu des questions variées, pas vraiment de consensus ou de dissensus : - Comment limiter les déplacements intempestifs liés au lieu de travail et au lieu d'habitation ? - Comment ne pas entrer dans un cercle vicieux et rester cohérent (ne pas encourager des actions polluantes pour aboutir à une transition énergétique) ? - Qui sont les investisseurs pour la transition énergétique ? Les formes de gestion ? L'échelle territoriale la mieux appropriée ? - Que dire des ampoules à économie d'énergie et des LED dites plus polluantes ? - Quels sont les outils de communication et de sensibilisation auprès des entrepreneurs ?
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Efficacité énergétique dans les logements 20/04/2013 Baud 56150 Espace Info Energie infoenergie@pays-pontivy.fr
Les acteurs présents nombre participants	?
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Forum Energie Habitat ; expositions sur l'énergie et l'habitat + conférences : - évolutions dans la construction neuve : enjeux et obligation (RT 2012, BBC, étanchéité à l'air, etc.) ; - effacement diffus : pourquoi et comment (Voltalis) ; - les éco-gestes au quotidien : retour sur l'opération Trak O'Watts avec une famille ayant participé à l'aventure (comment réduire ma facture énergétique sans réaliser d'investissement?)
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Territoires d'Avenir - Parlons d'Energie, Osons les Idées, Imaginons nos Actions (Pays du Centre Ouest Bretagne) 23/04/2013 Saint-Nicolas-du-Pélem 22480 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - représentants d'associations - particuliers - ALE 30
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Conseil technique pour les travaux pour les particuliers et les collectivités / Spécificités locales : un habitat vieillissant, le transport en zone rurale / Maîtriser les consommations sur les équipements hors chauffage / Nécessité que les collectivités montrent l'exemple dans la rénovation / Impératif de simplifier les procédures pour développer les EnR Objectif d'un Débat à l'échelle d'un Pays / Sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton / Débat sur les modes de vie, les modes de consommations, les modes de transports, les modes de production, les impératifs de construction, de rénovation.
Les points de consensus et les motifs	Intérêt des structures locales de conseil comme les ALE : Aider les ménages et les collectivités dans l'installation de modèles alternatifs de chauffage et dans les travaux d'isolation (primordial) . Développer ce type de structures Habitat vieillissant : Les travaux coûtent cher. La préférence va de plus en plus vers la construction de neuf et l'ancien est délaissé. Il faudrait une vraie réflexion et de vraies actions vers ces bâtiments anciens. Les économies d'énergies sont encore traitées à la marge dans les projets de bâtiments. Pour les collectivités, inciter ou imposer que les appels d'offres aient des critères de consommations énergétiques. Les Collectivités doivent rapidement s'engager dans des démarches exemplaires. Transport : grandes difficultés à organiser des transports collectifs. Dispersion de l'habitat, éloignement des services, des lieux de travail ... imposent des déplacements individuels fréquents. La pression du prix du foncier augmente encore ces obligations de déplacements. Le secteur rural ne peut pas être assimilé à un schéma général de transport. La loi doit prendre en compte ce caractère spécifique nécessaire aussi pour maintenir une vie rurale. Les consommations d'énergie en dehors du chauffage sont mal prises en compte. Or ce sont ces consommations qui augmentent de façon importante. Engager de vraies réflexions avec les constructeurs d'équipements pour qu'il y ait sur le marché des produits financièrement accessibles qui consomment raisonnablement. Le consommateur n'a souvent pas le choix et les produits sont aujourd'hui très énergivores. Il ne peut être Les commissions de Normalisation ou de certification comptent trop de membres issus de l'industrie (crainte de lobbying). Il faut constituer des commissions plus représentatives, diversifiées et équilibrées entre toutes les parties intéressées. Les territoires ruraux et les productions locales peuvent permettre le développement d'EnR. Mais les procédures sont trop complexes. La Loi doit prévoir de simplifier.
Les points de dissensus et les motifs	Pas de point particulier de dissensus relevé lors du débat

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Territoires d'Avenir - Parlons d'Energie, Osons les Idées, Imaginons nos Actions (Pays du Trégor Goëlo) 25/04/2013 Pleumeur-Bodou 22560 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - représentants d'associations - particuliers - ALE 50
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	L'éclairage public / La nécessité de mettre les normes en cohérence / Mieux consommer pour produire moins / Les aides pour mieux construire ou rénover / Production d'énergies / Difficulté d'acceptation des projets Objectif d'un Débat à l'échelle d'un Pays / Sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton / Débat sur les modes de vie, les modes de consommations, les modes de transports, les modes de production, les impératifs de construction, de rénovation.
Les points de consensus et les motifs	Eclairage public pour personnes à mobilité réduite : Normes excessives /ne vont pas dans le sens de la réduction de consommation. Application trop étendue de cette norme. Les zones agglomérées s'étendent avec les extensions d'éclairage. Mieux cibler les besoins . Dans le domaine commercial : éclairage excessif. Inventer des tarifications incitant à l'économie ? Les Normes : Il faut des normes cohérentes notamment au regard de l'environnement. Mieux consommer pour produire moins pour l'énergie consommée il faut produire plus, donc le meilleur moyen d'économiser est la sobriété de consommation. Les consommations d'énergies des ménages ne sont plus sur le chauffage en majorité : en Bretagne il y a 25 ans, le chauffage électrique représentait 70% de la consommation, maintenant ce n'est plus que 40% alors qu'on consomme beaucoup plus. Il faut éduquer aussi les ménages à bien équiper leur intérieur (doubles rideaux, maîtriser l'hygrométrie). Les aides pour mieux construire ou rénover : Il faut aider à investir dans la création de maisons passives. Au lieu de mettre les impôts dans les centrales, il faudrait les mettre sur ces projets. Il faudrait que l'Etat durcisse les obligations d'économies d'énergies sur les constructions neuves et les grosses rénovations y compris pour les propriétaires de logements en location. Une construction RT 2012 ou une grosse rénovation coûte cher : le secteur bancaire devrait tenir compte de ce surcoût dans les capacités d'emprunts. Les économies de fonctionnement devraient permettre d'emprunter un peu plus au moment de la construction, afin de mieux faire dès le départ. Production d'énergie : Il faut profiter des atouts locaux pour la production d'EnR : (en mer) Hydroliennes, usine marémotrice (Baie de St Brieuc ?) – que devient l'idée de STEP à Guerlédan ? Difficultés d'acceptation des projets : Contradictions entre les attentes des usagers de l'électricité et les riverains des centres de production. Production éolienne et photovoltaïque : pourquoi relativement peu de développement en France alors que l'on constate un fort développement en Espagne par exemple. Les possibilités par l'urbanisme : Dans les règles d'urbanisme, il faut imposer la bonne orientation (sud) des maisons neuves. En terme d'urbanisme, les centres commerciaux sont de plus en plus excentrés, nécessitant du transport. Il faut revoir ce point. Les grands opérateurs et les collectivités doivent avoir un rôle exemplaire.
Les points de dissensus et les motifs	Les scénarios du Pacte Electrique Breton en terme de MDE sont faits pour justifier la centrale. L'incohérence des véhicules électriques : nécessité d'augmenter le volume de production d'énergie primaire. Il faut acheter moins pour limiter nos consommations électriques. Il faut interdire la publicité. Dans le Pacte électrique breton le scénario de référence de MDE n'est pas assez ambitieux. Il faut que les consommateurs s'adaptent aux volumes de productions électriques et non l'inverse. Débat sur l'intérêt d'une centrale Combinée gaz en Bretagne si l'on développe des EnR. Le souhait de certains serait de réduire la puissance de la centrale au plus bas pour juste assurer l'équilibre en soutien lorsque les EnR ne produisent pas. La seule question au cœur du sujet est l'argent, il faudrait y mettre d'autres valeurs !

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Territoires d'Avenir - Parlons d'Energie, Osons les Idées, Imaginons nos Actions (Pays du Centre Bretagne) 06/05/2013 Plémet 22210 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - représentants d'associations - particuliers - ALE 45
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Complexité de procédures pour les projets / Nécessité d'une gouvernance locale et d'une confiance de l'Etat envers les élus locaux / Enjeux des collectivités / Intérêt de produire à proximité des lieux de consommation / Utiliser intelligemment les ressources locales / Normes – Industrie et EnR / Le transport Objectif d'un Débat à l'échelle d'un Pays / Sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton / Débat sur les modes de vie, les modes de consommations, les modes de transports, les modes de production, les impératifs de construction, de rénovation.
Les points de consensus et les motifs	Complexité de procédures pour les projets : Projets énergétiques : dépenser « beaucoup d'énergie » pour peu de résultat. Fortes lourdeurs administratives : la France est moins avancée que d'autres pays (filiales industrielles). Procédures décourageantes pour projets locaux. Les réponses en France sont au coup par coup, pas assez de stratégie globale. Nécessité d'une gouvernance locale et d'une confiance de l'Etat envers les élus locaux : Gouvernance : ramener plus au plan local. L'Etat ne fait pas assez confiance aux collectivités. En photovoltaïque : appels d'offres nationaux insensés, les régions n'ont pas les mêmes caractéristiques. Démarches dans le Mené sur les EnR : exemple d'une collectivité qui se mobilise depuis longtemps (site Internet : Communauté de Communes du Mené) – éolien – méthanisation – sensibilisation ...etc. Enjeux des collectivités : La MDE exemplarité nécessaire des collectivités (bâti notamment). Démarches volontaristes : éco-gestes (école, industriels, constructeurs, maîtres d'œuvre.etc). Logements publics : chauffage électrique encore fréquent. Difficulté de développer le gaz en rural, de part la nécessité de rentabilité. L'urbanisme doit tenir compte de critères énergétiques. Les parcelles agricoles sont dispersées nécessitant des transports : imaginer des échanges et rapprochements de parcelles ? Intérêt de produire à proximité des lieux de consommation : Intérêt de rapprocher les productions des lieux de consommations (moins de pertes). Potentiels locaux (méthanisation/gazéification) : laisser s'exprimer les volontés locales. Utiliser intelligemment les ressources locales : Il y a des produits considérés comme déchets en France (déchèterie donc transport) alors qu'ailleurs ce sont des engrais (réemployés sur place). Normes – industrie et EnR : La consommation « autres usages chauffage » ne doit pas continuer à croître. Il faut contraindre au niveau des fabricants à produire des équipements moins énergivores. Normes lourdes, mais certaines sont indispensables. Il faut ne conserver que les normes utiles. Les démarches commerciales abusives pour les EnR génèrent des craintes. Mieux encadrer cette profession ? Le développement des EnR doit tenir compte de l'origine de fabrication. Transport : Les tickets de bus à prix réduits sont incitatifs.
Les points de dissensus et les motifs	Il faudra des contraintes encore plus fortes pour que le sujet évolue. L'époque de l'énergie fossile pas cher se termine, il va falloir que tout le monde évolue. Historiquement, il y avait beaucoup de petits biefs sur les rivières. Les réhabiliter permettait la production électrique locale (avec possibilité de stockage), mais gros problèmes de réglementation trop restrictive.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Territoires d'Avenir - Parlons d'Energie, Osons les Idées, Imaginons nos Actions (Pays de Guingamp) 07/05/2013 Guingamp 22200 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - représentants d'associations - particuliers - ALE 35
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Développer les systèmes d'auto-consommation / Dispositifs financiers / Tarifs incitatifs / Les collectivités doivent montrer l'exemple / Foncier / Transports Objectif d'un Débat à l'échelle d'un Pays / Sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton / Débat sur les modes de vie, les modes de consommations, les modes de transports, les modes de production, les impératifs de construction, de rénovation.
Les points de consensus et les motifs	Développer les systèmes d'auto-consommation : La méthanisation ; la ressource existe localement, l'agriculture est très consommatrice d'énergie, il faudrait qu'elle puisse réfléchir à s'auto gérer énergétiquement (transport / chauffage) Développer les chauffe-eaux solaires Développer de vrais programmes de semie autonomie. La Maîtrise de l'énergie est un bouquet global, il faut mixer les solutions Isoler et ventiler : sensibiliser sur ces 2 sujets primordiaux Dispositifs financiers : Les différents dispositifs d'aides financières sont complexes. L'argent mobilisé ne va pas être consommé de par la complexité des dispositifs et des procédures. Il va falloir proposer une lecture claire des modes de financement et être efficace. Des projets ne débutent souvent pas par crainte de ne pas avoir d'aide au moment de la réalisation (manque de lisibilité et assurance sur le moyen terme). Les aides sont plus axées sur la production électrique, il faudrait en avoir plus sur la production de chaleur. Les collectivités peuvent aussi accompagner financièrement les projets privés. Les travaux subventionnés par l'ADEME doivent être réalisés en 1 seule fois. Cela bloque beaucoup. Il faudrait pouvoir présenter un projet global ave un objectif à terme de performance énergétique et phaser la réalisation tout en conservant le bénéfice de l'aide sur l'ensemble. Tarifs incitatifs : Remettre en place le tarif EJP : incite à l'effacement en pointe de consommation. L'Etat devrait obliger les fournisseurs à proposer des tarifs similaires (méfaits de l'ouverture à la concurrence) Les collectivités doivent montrer l'exemple : Les collectivités doivent montrer l'exemple sur leur patrimoine : intérêt de développer des schémas multi-énergies sur l'ensemble du patrimoine avec les spécificités de chaque usage. Les collectivités ont le devoir de prendre les bonnes décisions : développement d'équipements / isolation ... Les collectivités ont beaucoup de patrimoine vieillissant, les interventions coûtent cher mais sont nécessaires. Il faut rechercher des solutions selon les ressources dont on dispose. Sensibiliser la population au respect des équipements publics, les consommations énergétiques baisseront. Foncier : Le coût du foncier augmente les coûts de transports et la pollution. Le coût des mutations de ventes immobilières n'incitent pas à réinvestir dans un logement neuf. Transports : Promouvoir la marche à pied. Développer le feroutage.
Les points de dissensus et les motifs	Les émissions de CO2 engendrent une grave situation, il faut favoriser les pompes à chaleur (PAC), donc favoriser le nucléaire ? PAC : il faut de vrais conseils professionnels en amont car de gros impacts parfois sur le réseau électrique.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Territoires d'Avenir - Parlons d'Energie, Osons les Idées, Imaginons nos Actions (Pays de Saint-Brieuc) 15/05/2013 Ploufragan 22440 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - représentants d'associations - particuliers - ALE 30
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Productions locales – Développement industriel – Acceptation pour des positionnements optimisés par rapport à la demande. / Inciter à l'auto-cosommation / Travaux dans les logements : obliger les propriétaires – Faciliter le financement Objectif d'un Débat à l'échelle d'un Pays / Sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton / Débat sur les modes de vie, les modes de consommations, les modes de transports, les modes de production, les impératifs de construction, de rénovation.
Les points de consensus et les motifs	Productions locales : Hydrogène : à développer. Axe de recherche pour injecter dans les réseaux de gaz. (production locale / une énergie intermittente) Biomasse et Cogénération : filière à développer localement Le gaz est une énergie fossile, mais il y a des stocks, notamment piste méthanisation. C'est l'énergie de la transition. Le positionnement des centrales de méthanisation doit être positionné au plus près des réseaux de gaz existants. Le problème de la proximité de l'urbanisation va se poser. Actuellement avec le positionnement isolé des projets de méthanisation, le raccordement au gaz est très coûteux. Mieux utiliser nos déchets pour la production d'énergie. Pour des raisons de refus de positionner les centres de traitement de déchets à proximité des zones urbanisées, on ne profite pas de la production de chaleur (développer les réseaux de chaleur) Entre les avantages et les inconvénients, il faudra que les citoyens choisissent. Il faudrait arriver à des compromis avant que l'électricité ne devienne chère, et pour pas qu'elle le devienne. Il ne faut pas que les blocages de certains (peut être plus privilégiés) obligent à une élévation des tarifs d'électricité notamment pour les plus Les panneaux photovoltaïques devraient répondre à des contraintes CO2. Il faut que la transition énergétique permette le développement in Inciter à l'auto-consommation : Le rachat de toute l'énergie produite individuellement aujourd'hui est une aberration, il faut racheter l'excédent (même plus cher encore), mais inciter à l'auto-consommation. La production individuelle aujourd'hui est un sujet financier, pas un sujet d'énergie. Aménagement des logements : Il faut obliger les propriétaires à faire des travaux (fixer échéances). Créer un « permis de louer ». La RT2012 vise les logements neufs (1% du parc de logements). Viser le stock de logements anciens où la rénovation est lourde, complexe et chère pour cette raison certaines villes se vident. Il se vend 2 fois plus de logements anciens que de logements neufs, mais aucun dispositif pour inciter aux travaux. Le PTZ était une aide, il faudrait le réactiver sur l'ancien. Il faut des mesures financières pour accélérer les travaux. Dans le collectif, il faudrait obliger les propriétaires à épargner systématiquement tous les ans pour permettre à terme des travaux énergétiques (ex mise aux normes ascenseurs). Il faudrait que les banques s'engagent aussi à mieux aider les rénovations thermiques.
Les points de dissensus et les motifs	Pas de point particulier de dissensus relevé lors du débat

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Les territoires bretons face à la transition énergétique 16/05/2013 Quimper 29000 Quimper Communauté jocelyne.lhyver@mairie-quimper.fr
Les acteurs présents nombre participants	Jean Jouzel et André Dorso : Rencontre des élus et services cornouaillais 48
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Comment faire de la transition énergétique un objectif transversal auquel concourent les politiques sectorielles des collectivités territoriales ? Réduire la consommation d'énergie dans les déplacements va de pair avec une organisation différente de la ville, qui rend aux habitants les espaces publics : de quel rôle les collectivités locales se dotent-elles pour changer la donne ? Quels partenariats, quelle capacité d'action locale et quels financements pour accompagner la réhabilitation énergétique du patrimoine bâti ? Le changement climatique et l'agriculture : contrainte ou opportunité ? Une rencontre avec les élus et les services des collectivités du Pays de Cornouaille.
Les points de consensus et les motifs	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-il envisageable pour la rénovation thermique des logements, et qui tient compte des aspects de précarités énergétique, quels nouveaux financements ? Comment simplifier le maquis des différents dispositifs ? La question de la mobilisation des habitants est soulevée, ainsi que des outils d'accompagnement alors que le crédit d'impôts est revu à la baisse. - Encourager la méthanisation dans le secteur agricole : comment réduire les émissions non énergétiques par stockage du CO2, R&D sur l'alimentation bovine, utilisation raisonnée des engrais. - Est-il possible de financer les agriculteurs pour l'oxigénéation des lisiers (stockage de CH4) ? - Quelle mise en application de la circulaire européenne sur la normalisation des digestats ? - Créer des "universités d'invention" : pas de transition énergétique sans innovation - L'élévation du niveau de la mer : expérimenter la gestion du trait de côte pour donner les moyens d'agir aux communes.
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Changement climatique et transition énergétique 16/05/2013 Quimper 29000 Quimper Communauté jocelyne.lhyver@mairie-quimper.fr
Les acteurs présents nombre participants	220
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Au cours de cette conférence, Jean Jouzel, membre du GIEC et climatologue, abordera la question de l'impact des effets de la transition énergétique sur les évolutions climatiques attendues. Quelle ampleur cette transition doit-elle atteindre pour "simplement" contenir le réchauffement global de la planète à l'horizon 2020 ? Quel saut qualitatif et quantitatif pour enrayer définitivement ce phénomène qui constitue la rançon d'un développement économique et industriel fondé uniquement sur les énergies fossiles ?
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Territoires d'Avenir - Parlons d'Energie, Osons les Idées, Imaginons nos Actions (Pays de Dinan) 17/05/2013 Saint-Juvat 22630 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - représentants d'associations - particuliers - ALE 50
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Rôle des collectivités territoriales / Mieux encadrer les professions de conseils et de travaux / Inciter à l'auto-consommation / avoir un débat énergétique et non financier / Transport domicile –travail : alternatives ? / Taxe carbone / Ne pas régionaliser l'électricité / Recherche / Part d'électricité à charge de propriétaire en cas d'absence de travaux Sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton / Débat sur les modes de vie, les modes de consommations, les modes de transports, les modes de production, les impératifs de construction, de rénovation.
Les points de consensus et les motifs	Rôle des collectivités territoriales : Informier pour inciter la population à faire des travaux. Produire localement en associant les usagers permet de les sensibiliser à mieux consommer. La production locale, par des collectivités doit se faire dans le cadre d'une coordination et d'un équilibre national. Intégrer (calculs de rentabilité) l'augmentation du prix de l'électricité : définir des bases et perspectives, l'avenir est flou sur les prix de l'électricité pour développer des projets. Les mécanismes de calcul d'amortissement sur 20 ou 30 ans doivent être précisés par l'Etat : modèle économique viable, lisible et fiable sur le long terme. Les projets actuellement sont freinés par les stop and go des politiques de production et de rachat, des dernières années. 50% desGES sont produits par les usages d'habitation, les pouvoirs publics doivent aider à la rénovation thermique (financement / conseils). Le développement du gaz se heurte à la notion de rentabilité financière (empêche des projets). Il faudrait que les communes puissent obliger les lotisseurs à chauffer au gaz dès que le réseau est à proximité. Aberration de mettre des pompes à chaleur pour remplacer une chaudière gaz (peut correspondre à 2,5 x énergie primaire) Mieux encadrer les professions de conseils et de travaux : Nécessité de vrais professionnels de conseils et diagnostics. Mieux former les entreprises aux techniques de performance énergétique. Energie et non finances : réorienter le DNTE sur les consommations et puissances et non pas sur le financier. La production doit plus être l'occasion d'auto-consommer que de vendre. Transports : Les distances domicile travail augmentent (éloignement - prix foncier). Favoriser les téléconférences et déplacements partagés. Les entreprises doivent revoir leurs organisations pour faciliter les transports. Ne plus mettre les territoires en concurrence, mais favoriser les équilibres d'urbanisation autour de villes moyennes. Taxe Carbone : Les produits d'importation nécessitent de fortes consommations de carburants. L'Europe devrait mettre en place des règles plus strictes pour équilibrer l'offre économique locale moins consommatrice de carburant. Les réflexions locales ne doivent pas engendrer la régionalisation de l'électricité : conserver le système national et péréqué. Recherche : Examiner le stockage Il faut mettre à la charge des propriétaires un % du coût du chauffage lorsqu'il ne fait pas de travaux
Les points de dissensus et les motifs	Déception de construction BBC : les factures d'énergie restent élevées. Pas en accord avec les chiffres de Promotelec. Les éléments donnés mais ne correspondent pas aux « vrais » modes de vie. Les diagnostics sont toujours en deçà des réalités, cela donne une mauvaise image. Les autres usages que le chauffage sont mal évalués alors qu'ils « explosent » dans les consommations. (Cas évoqué des consommations de voitures annoncées par les constructeurs qui ne sont pas la réalité). Il faut se méfier d'un optimisme exagéré. Les équipements sont trop dépendants de normes dont la rédaction est pilotée par les fabricants. Il faut que le gouvernement revoie le mode de construction des normes, pour les baser sur des réalités et non sur des ambitions commerciales. Les diagnostics de performances énergétiques lors des ventes de logements sont très décalés aussi (« arnaque » évoquée) Tester de nouvelles techniques : fusion froide. Il faut tester mais on ne peut établir de perspectives sur des systèmes non maîtrisés. Donner aux chercheurs les moyens nécessaires.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Respect des engagements climatiques et transition énergétique: quel scénarios possibles 22/05/2013 Rennes 35000 Agence Locale de l'Energie et du Climat du pays de Rennes daniel.guillotin@alec-rennes.org
Les acteurs présents nombre participants	?
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	<p>En France, entre 2006 et 2009, les espaces naturels et agricoles ont perdu la superficie moyenne d'un département tous les sept, contre un tous les dix ans sur la période 1992/2003 (enquête Teruti-Lucas). Cet artificialisation des sols est l'une des conséquences de l'étalement urbain. Le Pays de Rennes et Rennes métropole ont voulu au travers du concept de la ville archipel maîtriser cet étalement. Mais cela n'empêche pas d'accroître la mobilité locale qui est fortement émettrice de gaz à effet de serre et d'avoir un territoire fortement consommateur d'énergie fossile. Elle augmente la vulnérabilité du territoire aux impacts des changements climatiques: fragélisation de la biodiversité, réduction de la surface agricole et des espaces naturels dont la préservation est essentiel pour la capacité d'adaptation du territoire.</p> <p>Nous allons lors de ce débat interroger Jean JOUZEL (climatologue et membre du Comité National du Débat sur la transition énergétique) viendra nous expliquer ce que veut dire un territoire sobre en carbone, comment répondre aux enjeux du changement climatiques. Ensuite en présence de Bernard POIRIER Président du Pays de Rennes et 1er Vice Président de Rennes Métropole, Dominique RAMARD Conseiller régional en charge de l'énergie et Jean Luc DAUBAIRE confronteront leurs idées atour de la transition énergétique. Comment mobiliser les potentiels de ressources locales ou comment en renforçant les responsabilités énergétiques locales nous pourront donner aux territoires la capacité de connaître leurs potentiels et de les exploiter.</p>
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Quels rôles de l'agriculture dans la transition énergétique ? 24/05/2013 Saint Briec 22000 Chambre d'agriculture de Bretagne charlotte.quenard@cotes-d-armor.chambagri.fr
Les acteurs présents nombre participants	AAMF, ALE Pays de Saint Briec, agriculteurs, AILE, ALREN, APEPHA, Bienvenue à la Ferme Bretagne, CER France, CFPPA Caulnes, Chambres d'agriculture de Bretagne, CG 22, CG 56, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, DDTM 22, DDTM 29, ERDF, FRCIVAM Bretagne, installateurs, Nutréa, particuliers, Pays de Saint Briec, Quénéa, Réseau Cohérence, SAVEOL, Saint Briec Agglomération, SCIC Argoat Bois Energie, SCIC Bocagenèse, SCIC Energie Bois Sud Cornouaille, SOLARENN, Triskalia 76
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	AEI, autonomie protéique, bâtiment d'élevage à énergie positive, biomasse, bois énergie, CEE, cogénération gaz naturel, coûts raccordement, digestat, efficacité territoriale de l'agriculture, gestion pointe électrique, méthanisation à la ferme, performance énergétique, gazéification biomasse, gisements bois, Pacte Electrique Breton, photovoltaïque, prérefroidisseur, prix électricité, serre économe, simplifications administratives, solaire thermique, tarifs d'achat, valorisation chaleur La transition énergétique au sein des exploitations : économies d'énergie, efficacité énergétique, production d'énergie décentralisée.. Les démarches engagées par les agriculteurs au service de leurs territoires Liens avec d'autres enjeux : autonomie azote (protéines, protection de la qualité de l'eau), performance nourricière...
Les points de consensus et les motifs	Ce débat régional s'inscrivait dans le débat national sur la transition énergétique et voulait traiter des spécificités de l'agriculture bretonne en la matière. Les agriculteurs sont déjà engagés dans les économies d'énergie et la production d'énergie renouvelable. Il est aujourd'hui nécessaire d'être performant au niveau énergétique pour l'être économiquement. L'agriculture bretonne est au centre de la problématique de la réduction des émissions de gaz à effet de serre mais aussi de la valorisation de la biomasse à des fins énergétiques. La transition énergétique dans les exploitations agricoles et au sein des territoires a été traitée à partir de 4 contributions. Ont été mis en évidence la nécessité d'abord d'avoir des bâtiments, des équipements, des modes de production performants et économes en énergie. L'intérêt de la cogénération au gaz naturel dans la problématique électrique bretonne a été discuté. La place des SCIC « bois énergie » dans le développement de filières locales d'approvisionnement, le rôle moteur des agriculteurs dans ces démarches et leur impact sur les économies locales ont été mis en évidence.
Les points de dissensus et les motifs	Le lien entre transition énergétique en agriculture et autres enjeux a été étudié sur la base de 4 contributions. Les exploitations doivent acquérir plus d'autonomie et de performance avec moins d'impact sur l'environnement, notamment en s'engageant dans « l'Agriculture Ecologiquement Intensive ». Elles doivent aussi rechercher la meilleure efficacité territoriale. Leur place dans la gestion de la pointe de la demande en électricité a retenu l'attention des participants. Le rôle des Certificats d'Economie d'Energie dans la transition énergétique a été évoqué. Des échanges ont également eu lieu sur la place de la méthanisation, pour répondre aussi à l'enjeu de préservation de la qualité de l'eau : taille des unités, modèle économique, place des cultures, lourdeurs administratives... Ce débat a donc mis en évidence la multitude de sources d'énergie renouvelable et de projets, la vraie prise de conscience des agriculteurs qui ont des atouts à faire valoir dans ce domaine.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Transition énergétique : vers l'autosuffisance énergétique du Pays Glazik 24/05/2013 Briec 29510 Communauté de communes du Pays Glazik agenda21@glazik.com
Les acteurs présents nombre participants	?
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	<p>Marc Théry, ingénieur diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Supérieure d'Électricité, développe depuis une dizaine d'année une activité dans le domaine des énergies renouvelables et économies d'énergies. Son activité actuelle s'articule autour d'une expérience encore unique en France, sur une petite collectivité bretonne, la communauté de communes du Mené, qui s'est donné comme objectif de devenir autosuffisante en énergie, sachant qu'elle ne possède aucune ressource particulière dans son sous-sol. Depuis sept ans, il développe et met en oeuvre la stratégie et les projets qui vont permettre à ce territoire d'atteindre cet objectif, en faisant appel à toutes les filières des énergies renouvelables et en recherchant des économies substantielles, notamment dans le bâtiment et les transports.</p> <p>Sur la base de ces éléments, il apporte son concours à plusieurs territoires et entreprises qui se préoccupent de leur futur énergétique ; il intervient dans de nombreux colloques et forums, enseigne dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur (Universités de Nantes et Rennes 1, ISARA Lyon, HEC) et participe à plusieurs programmes de recherche. Il a organisé en 2011, sur le territoire du Mené, les premières rencontres « énergies et territoires ruraux » qui ont réuni plusieurs centaines de participants autour d'un plateau de conférenciers de haut niveau, français et étrangers.</p>
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Patrimoine des Collectivités : Relevons le défi de l'Energie ! Un débat aujourd'hui pour des actes demain 24/05/2013 Ploufragan 22440 Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor jannig.lepevedic@sde22.fr
Les acteurs présents nombre participants	60
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Objectif d'un Débat à l'échelle du Département en partenariat avec la Chambre des Métiers sur les actions à mener sur le patrimoine des collectivités dans le cadre de la Transition Energétique. Descriptif : sensibilisation aux grandes questions de la transition énergétique et objectifs du Pacte Electrique Breton Présentation de schéma de rénovation thermique par quelques collectivités Présentation de l'accompagnement technique par le SDE22 Intervention de la Chambre des Métiers : Emploi Local / BâtiPôle Financement : Accompagnement par le SDE pour la récupération des CEE / Propositions des Banques Débat Acteurs associés : Pays / ALE-CEP / Conseil Général / ERDF / GRDF ...
Les points de consensus et les motifs	
Les points de dissensus et les motifs	

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Réduire notre consommation d'énergie, une nécessité pour demain 27/05/2013 Janzé 35150 Energie des Fées a.lemonnier1@gmail.com
Les acteurs présents nombre participants	Elus (notamment des communes) - ALE 48
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Les collectivités face à la production localisée / La solidarité et l'équilibre des territoires / Les financements pour et par les collectivités / La complexité technique et les aides des structures publiques de conseils / Les collectivités et l'urbanisme et leur rôle de sensibilisation / L'intérêt pour maintenir l'économie locale L'association l'Energie des Fées développe ses activités sur le Pays de la Roche aux Fées autour de 2 objectifs : <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir un parc éolien citoyen sur ce territoire • Développer des activités de sensibilisation aux économies d'énergie. La transition énergétique se fera avec la participation de chacun, consommateur et citoyen, aussi nous proposons un débat avec l'intervention de Bernard Multon de l'association des négaWatt. Une présentation des actions sur lesquelles on peut agir qui concerne le logement, le transport, l'industrie et l'agriculture. Les bases de ce changement se résume dans les mots suivants : sobriété, efficacité et renouvelable. L'objectif est de sensibiliser les citoyens à réfléchir à ses modes de consommation énergétique et d'engager des actions pour réduire notre consommation énergétique en modifiant nos comportements.
Les points de consensus et les motifs	Les collectivités face à la production locale : Favoriser l'auto-consommation, : racheter + cher les excédents de production. Filière bois à développer par les collectivités : apports locaux à valoriser. La complexité administrative des projets est un frein. Eleverages en Bretagne : développer le plan méthanisation. Les collectivités doivent aider dans les procédures. Mobiliser les co-produits (fauchage des routes). Engager des solutions tests localement avec les concessionnaires (élect et gaz) - Coordonner entre les différentes formes d'énergies, intégrer les injections (biogaz, méthanisation) Les collectivités doivent faciliter l'acceptation des productions locales. L'intérêt est de se positionner près des consommateurs pour mieux les sensibiliser. La solidarité et l'équilibre des territoires : L'auto-suffisance nécessite une solidarité entre les territoires (équilibre entre les moments de production): trouver des échelles pertinentes. La loi « métropoles » risque de casser la solidarité électrique entre les territoires, et l'équilibre actuel. Les financements pour et par les collectivités : Subventions actuellement insuffisantes. Les banques doivent se mobiliser sur ces projets. La complexité technique et les aides des structures publiques de conseils : La rénovation des bâtiments anciens (voire classés) est administrativement trop complexe Importance des structures publiques d'AMO et de conseil qui doivent être incitatives et aident à orienter et optimiser les projets. Créer une base de données des rénovations sur le patrimoine des collectivités (bilans et retours d'expériences) afin d'apporter de meilleurs conseils. Les collectivités et l'urbanisme et leur rôle de sensibilisation : Les communes doivent plus intégrer les notions de performance énergétique dans leurs documents d'urbanisme. Les collectivités doivent impulser la sensibilisation des usagers (exemple du programme VirVolt Ma Maison) L'intérêt pour maintenir l'économie locale : La Chambre des Métiers met en place des dispositifs pour que les entreprises locales puissent répondre aux appels d'offres des collectivités 10 € d'énergie fossile utilisée représente 9 € investis en dehors du département / 10 € d'énergie bois, c'est 9 € pour l'économie du département. Les collectivités doivent mettre la qualité en premier critère des appels d'offres (contribuer au développement des entreprises locales et à l'image de leur technicité)
Les points de dissensus et les motifs	Pas de point particulier de dissensus relevé lors du débat

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Ciné-débat Le changement climatique global ou la nécessité d'une transition énergétique 28/05/2013 Saint-Brieuc 22000 Saint-Brieuc Agglomération msingy@saintbrieuc-agglo.fr
Les acteurs présents nombre participants	La session lycéen a réuni 200 élèves avec leurs accompagnateurs et la session grand public a amené 35 personnes. Pour animer le débat et répondre aux questions : le réalisateur du film Gaël Derive, et le vice-président en charge de l'énergie à Saint-Brieuc Agglomération. 240
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	Les inégalités par rapport au climat et au réchauffement climatique ; les populations les moins émettrices de CO2, les moins consommatrices d'énergie qui sont les plus touchées ; le rôle des gouvernements et des ONG internationales ; la question de la démographie et les questions d'adaptation. Quelle énergie sera disponible demain ? Comment réagir face à la société de consommation ? Comment être acteur, comment se responsabiliser ? Présentation du film de Gaël Derive "Une planète, une civilisation" qui expose les conséquences présentes et à venir du réchauffement climatique dans différentes parties de la planète : polynésie, pôle nord, amazonie,... avec un questionnaire sur le rôle que tous les citoyens ont à jouer. Présence du réalisateur et de Saint-Brieuc Agglomération pour alimenter le débat suite au film qui sera orienter sur la mobilisation citoyenne et les changements à opérer sur nos mode de vie pour plus d'efficacité et de sobriété énergétique. 2 sessions sont prévues : une en journée pour les lycéens ; une en soirée pour le grand public Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?
Les points de consensus et les motifs	- L'ouverture de la problématique énergie-climat à la planète entière, la prise en compte des populations les plus pauvres de la planète, qui émettent le moins de GES, mais qui sont en première ligne des effets néfastes du changement climatique. - La nécessité de travailler sur l'adaptation au réchauffement climatique. - La nécessité que tous avancent : les gouvernements, collectivités, entreprises, habitants,... tout le monde a un rôle à jouer. Modifier les comportements et les modes de consommation. - Les conférences internationales sur le climat doivent aller plus loin et aboutir à une vraie stratégie, avec les contraintes pour les pays les plus émetteurs.
Les points de dissensus et les motifs	Pas de points de dissensus. Les 200 lycéens présents à la première séance du film débat ont participé à un petit sondage à mains levées : - la grande majorité est consciente du réchauffement climatique, - la grande majorité pense que les activités humaines en sont la cause. Néanmoins, une minorité de lycéen dit agir pour réduire leur impact sur le climat, car ils ne pensent pas être en mesure de changer les choses. Il est relevé donc l'importance de la sensibilisation et de l'éducation sur ces questions énergie climat afin que les jeunes générations puissent développer leur rôle d'acteurs.

Débat date lieu organisateur contact organisateur	Rencontres territoriales énergie-climat 12/06/2013 Saint-Brieuc 22000 Saint-Brieuc Agglomération msingy@saintbrieuc-agglo.fr
Les acteurs présents nombre participants	76
Les thématiques traitées descriptif questions DNTE	2e rencontres territoriales organisée sur cette thématique (la première en 2008), les rencontres ont pour objectif : - de poser un certain nombre de constats sur la thématique énergie-climat et présenter le bilan carbone de Saint-Brieuc Agglomération ainsi que le Profil climat du territoire - présenter une série d'initiatives de collectivités ou de structures publiques engagées dans la transition énergétique ou plus largement sur les questions climatiques, afin de proposer et donner envie aux participants d'engager des actions en faveur de la maîtrise de l'énergie, du développement des énergies renouvelables et de la lutte contre le réchauffement climatique -permettre aux participants de débattre sur les chantiers à engager en vue de la transitions énergétique, au niveau national mais aussi au niveau de l'Agglomération. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ. Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ? Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
Les points de consensus et les motifs	Il est nécessaire de s'interroger sur nos modes de vie et nos modèles économiques et de rassembler toutes les initiatives pour donner de l'élan et mettre en place une filière énergie bien visible. Nous devons nous engager résolument sur une autre voie : nous engager sur l'économie verte et bleue. Mettre en synergie toutes les forces locales : formation des collégiens, des artisans, etc.
Les points de dissensus et les motifs	Pas de points de dissensus : tous les participants qui se sont exprimés s'accordent sur la nécessité du changement de pratique et de la transition énergétique.